

AGA du RSIQ

15 septembre 2017, Chateauguy

Cahier des participantEs

1. Mot de bienvenue	p.2
2. Ordre du jour de l'AGA	p.3
3. Procès-verbal de l'AGA du 15 septembre 2016	p.4
4. Proposition de Plan d'action 2017-2018	p.18
5. Proposition firme comptable	p.23
6. Rappel des droits de vote	p.23
7. Extrait des règlements généraux	p.24
8. Bulletin de candidature	p.25

MOT DE BIENVENUE

Chers et chères membres,

Je vous souhaite la bienvenue à votre assemblée générale annuelle 2017. Ce moment privilégié de la vie associative du Réseau sera l'occasion de discuter des enjeux auxquels nous faisons face en matière de prévention et de lutte à l'itinérance. Ce sera aussi l'occasion de décider collectivement des stratégies à employer pour canaliser nos efforts afin d'accroître notre visibilité dans l'espace public et notre pouvoir d'influence auprès des décideurs.

De nombreux défis et opportunités nous attendent encore cette année, le gouvernement fédéral prépare les orientations de la SPLI 2020-2025 tandis que le gouvernement provincial sera en mode pré-électoral. Il nous faut saisir ses opportunités afin d'obtenir les moyens de déployer des initiatives qui correspondent aux besoins variés des différentes régions du Québec.

En 2018, le RSIQ aura vingt ans, il s'agit d'un moment important de notre vie associative. Il sera revigorant de souligner les réussites du RSIQ au cours des ans. Cette occasion doit nous permettre de consolider notre Réseau afin de travailler à de nouveaux succès indispensables à l'avancée de nos valeurs et pratiques.

Je vous souhaite une excellente assemblée.

Solidairement vôtre,

Mathieu Frappier

Coordonnateur

ORDRE DU JOUR DE L'AGA

9h30 Arrivée des participantEs (accueil café)

1. Mot de bienvenue
2. Mot du Conseil d'administration 2016-2017
3. Nomination d'un(e) président(e) et d'un(e) secrétaire d'assemblée
4. Tour de table des participant(e)s
5. Adoption de l'ordre du jour
6. Adoption du procès-verbal de l'AG du 23 septembre 2016
7. Présentation et adoption du rapport annuel 2016-2017
8. Ateliers de travail sur le plan d'action du RSIQ
 - A) Plan d'action interministériel et plan de lutte à la pauvreté**
 - B) SPLI**
 - C) Dénombrement 2018**
 - D) Vie associative et gouvernance**

Dîner 12h00-13h00

9. Adoption des états financiers 2016-2017
10. Dépôt des prévisions budgétaires 2017-2018
11. Nomination de la firme comptable pour les états financiers 2016-2017
12. Présentation et adoption du plan d'action 2017-2018
Échanges et validation des objectifs spécifiques et stratégies proposées
13. Nomination d'un(e) président(e) et d'un(e) secrétaire d'élection
14. Élection du conseil d'administration
15. Varia
16. Levée de l'Assemblée

PROCÈS-VERBAL

Projet de procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle 2016-2017

Étaient présents :

Membres :

Michel Pilon (CIBS)
André Couillard (CIBS)
Sylvie Plante (CRIL)
Alexandre Ranger (CRIO)
Yves Séguin (CRIO)
Jimena Michea (RAIIQ)
Frédérique Lapointe (RAIIQ)
Charline Giroux (RAIIQ)
Joannie Corriveau (RAIIQ)
Elsa Bouchard (RAIIQ)
Magali Parent (RAIIQ)
Cécile Arbaud (RAPSIM)
Shawn Bourdages (RAPSIM)
Marianne Bousquet (RAPSIM)
Robert Brunet (RAPSIM)
Richard Chrétien (RAPSIM)
Micheline Cyr (RAPSIM)
Anne Bonnefont (RAPSIM)
Kim Brière-Charest (RAPSIM)
Catherine Lessard (RAPSIM)
Pierre Gaudreau (RAPSIM)
Anika Gérols (RAPSIM)
François Boissy (RAPSIM)

Yvon Couillard (RAPSIM)
France Labelle (RAPSIM)
Fanny Desseaux (RAPSIM)
Jean-Baptiste Onéus (RAPSIM)
Carmen Blais (RAPSIM)
Marie-Hélène Boucher (ROIIL)
Mélanie Roger (ROIIL)
Renée-Claude Beaudry (TAPIL)
Pascale Godbout (TAPIL)
Stéphanie Godin (TAPIL)
Fabien Michaud (TAPIL)
Geneviève Morissette (TAPIL)
Andrée St-Jean (TAPIL)
Marie-Ève Ducharme (TAPIL)
Amélie Pelland (TAPIL)
Marco Carpenteyro (TIRS)
Claudia Cuello (TIRS)
David Blanchard (TIRS)
Marie-Ève Rheault (TIS)
François Lemieux (TIS)
John Gladu (Vaudreuil-Soulanges)
Marie-Michèle Rancourt (Saguenay)

Membres associés :

Pierre-Olivier Gravel (Centretien)
Guillaume Levesque (Point de Rue)

Permanence :

Mathieu Frappier
Valérie Beauchamp

Invitée :

Claudia Parent, CIUSS de la Capitale-Nationale

1. Ouverture de l'Assemblée générale annuelle

Ouverture de l'assemblée à 10h04.

1.1 Mot de bienvenue

Mathieu Frappier, organisateur communautaire du RSIQ, accueille les membres et les membres associés.

1.2 Mot du Président du CA

Pierre Gaudreau, président du CA du RSIQ, souhaite la bienvenue aux membres et fait un bref survol des défis et enjeux à venir dans l'année pour le RSIQ, notamment les consultations gouvernementales et les changements dans les pouvoirs des Villes en ce qui a trait à la lutte à l'itinérance.

1.3 Nomination d'une présidente et d'un secrétaire d'assemblée

Pierre Gaudreau du RAPSIM propose Claudia Parent comme présidente et Valérie Beauchamp comme secrétaire, appuyé par Andrée Saint-Jean de la Chaumière jeunesse (TAPIL). Claudia Parent et Valérie Beauchamp acceptent. Adopté à l'unanimité.

1.4 Tour de table des participant-e-s

Les participants se présentent à tour de rôle.

Claudia Parent rappelle le fonctionnement des droits et vote ainsi que des prises de parole.

1.5 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Retirer le point 6 à l'ordre du jour : Modification aux règlements généraux

Mathieu Frappier explique la modification proposée : Le CA voulait élargir à 7 personnes cette instance pour une plus grande représentation des régions au sein du CA. Durant l'année, plusieurs personnes ont manifesté de l'intérêt à siéger à cette instance, mais plusieurs candidatures ne se sont pas concrétisées dans les dernières semaines.

Mathieu Frappier invite les membres à interpeller la permanence s'ils ont des questions par rapport au fonctionnement et à l'implication dans le CA. Les membres peuvent aussi venir observer les séances du CA. Ultérieurement, le CA pourra proposer de nouveau d'élargir la composition à 7 membres.

Un point varia est ajouté à l'ordre du jour :

- Marco Capinteyro de la TIRS : Présentation de la co-porte-parole de la Coalition Objectif Dignité sur leur proposition de modification au PL70 acheminé au ministre et au média le 19 septembre 2016

David Blanchard du Réseau habitation chez-soi (TIRS) propose l'adoption de l'ordre du jour modifié et Stéphanie Godin de l'Original tatoué (TAPIL) appuie. Adopté à l'unanimité.

2. Adoption des procès-verbaux des dernières AG (AGA du 25 septembre 2015 et AG régulière des 12 et 13 février 2015)

Procès-verbal de l'AGA du 25 septembre 2015 :

Modification dans les présences : Guillaume Lévesque était absent.

Modification au point 2 (procès-verbal de l'AGA du 26 septembre 2014) : Alexandre Ranger était présent.

Geneviève Morissette du Travail de rue Le trajet (TAPIL) propose l'adoption du procès-verbal modifié, appuyée par François Lemieux de la TIS. Adopté à l'unanimité.

Procès-verbal de l'AG régulière des 12 et 13 février 2015 :

Aucune modification

François Lemieux de la TIS propose l'adoption, appuyée par John Gladu de l'Aiguillage (TIVS). Adopté à l'unanimité.

3. Présentation et adoption du rapport annuel 2014-2015 et mise à jour des dossiers principaux du RSIQ

Valérie Beauchamp présente le rapport annuel et en profite pour faire la mise à jour des différents dossiers.

Québec :

Le 3^e budget Leitao poursuit dans les mesures d'austérité dans les services publics et les programmes sociaux. Cela laisse plusieurs groupes perplexes quant à la volonté du gouvernement d'améliorer les conditions de vie des personnes à risque ou en situation d'itinérance.

Le début des comités directeurs intersectoriels régionaux a pris beaucoup de retard dans plusieurs régions. Pour la plupart (10 concertations sur les 14 membres du RSIQ), ceux-ci ont commencé leurs travaux cette année seulement et les plans d'action seront adoptés cet automne. Le manque de ressources humaines et financières pour la mise en œuvre des différents plans d'action régionaux représente un enjeu majeur pour ce dossier.

La permanence du RSIQ a acheminé une demande à Québec pour connaître leur intention par rapport au dénombrement fédéral. Québec n'a toujours pas répondu à notre requête; une relance sera faite par la permanence.

Le comité de suivi externe annoncé en juin débutera ses travaux cet automne. Le RSIQ y obtient un siège et la possibilité de recommander 2 personnes à titre d'expert (une personne avec une expertise itinérance rurale/urbaine, une personne avec une expertise itinérance homme/femme. Le MSSS a signifié au RSIQ sa volonté de débiter les travaux rapidement.

La permanence invite les membres à participer au comité de travail du RSIQ sur les comités directeurs. Ce comité vise à dégager les axes communs aux régions pour formuler des recommandations auprès de Québec. Il s'agit aussi d'un lieu privilégié d'échange d'information entre les régions.

Le comité de travail du RSIQ sur les projets SRA débutera ses rencontres en octobre. Il s'agit d'un espace pour échanger sur les pratiques et les différents cadres de gestion dans les projets.

Le RSIQ participera à la consultation sur les nouvelles pratiques en habitation de la SHQ qui se tiendra à la fin octobre. Certaines régions ont déjà participé à celle de leur territoire. La permanence du RSIQ invite les membres à lui faire parvenir les enjeux qu'ils souhaitent que le RSIQ reprenne à l'échelle nationale.

Le projet de loi 70 est toujours débattu en chambre et n'a pas été adopté. La permanence du RSIQ poursuivra donc le suivi de ce projet de loi auprès de la Coalition Objectif Dignité.

Fédéral :

L'année 2015 fut marquée par l'élection du nouveau gouvernement libéral. Pendant la campagne électorale, le RSIQ s'est mobilisé pour un retour à l'approche globale et communautaire pour le programme SPLI ainsi que pour un investissement de 50M\$ dans cette enveloppe. Il a interpellé le gouvernement dès son élection pour un réinvestissement sur le terrain. Ces actions ont porté fruit, car c'est 48M\$ sur deux ans qui a été investi au Québec.

Il faut toutefois rester vigilant pour les prochains cycles de la SPLI en ce qui concerne le respect de l'approche généraliste et la pérennité du financement.

En janvier 2016, le gouvernement a annoncé son intention de procéder à un dénombrement national. Bien que le RSIQ a fait connaître au fédéral sa position en faveur d'une méthodologie de type "portrait", celui-ci a décidé d'aller de l'avant pour un dénombrement en 2018. Pour l'instant, le gouvernement du Québec ne s'est pas positionné par rapport au dénombrement du gouvernement fédéral. Il faudra continuer à faire connaître la position du RSIQ sur cet enjeu.

La permanence du RSIQ fera connaître à Service Canada les insatisfactions des membres sur le processus de dépôt des projets SPLI pendant la période estivale et la lenteur des réponses par rapport à la ventilation des montants.

Le RSIQ participera à la consultation pour une Stratégie nationale en logement et à la consultation pour une Stratégie nationale de lutte à la pauvreté.

Vie associative :

Les deux comités de travail du RSIQ pour l'année 2015-2016 ont porté sur les comités directeurs intersectoriels régionaux (CDIR) et sur l'implication des personnes ayant un vécu avec la rue dans les activités du RSIQ. Celui sur les CDIR poursuit son travail cette année, celui sur l'implication des personnes n'a pas pu se mettre en branle mais le souci d'inclure ces personnes dans la vie du RSIQ demeure. Un comité SRA commencera ses travaux cette année.

Communication :

La diffusion des Nouvelles et du Bulletin des régions a été faite de façon régulière cette année (10 Nouvelles, 3 bulletins des régions). Bien que le RSIQ utilise les communiqués de presse (10 pour l'année 2015-2016) et les conférences de presse (3 pour l'année 2015-2016) pour faire connaître au grand public ses positions, ces actions ont pour l'instant une portée limitée dans les médias nationaux

4. Ateliers de travail sur le plan d'action 2016-2017 du RSIQ

- 4.1. Vie associative et financement
- 4.2. Actions en direction du gouvernement fédéral et québécois
- 4.3. Communication, information et sensibilisation

12h00 DÎNER

5. Finances

5.1. Présentation et adoption des états financiers 2015-2016

François Lemieux présente les États financiers 2015-2016.

Le RSIQ a un déficit de 27 797 \$ pour 2015-2016, déficit qui était prévu en prévision des surplus générés avec les États généraux.

Richard Chrétien du Sac à dos (RAPSIM) propose l'adoption des États financiers, appuyé par Geneviève Morissette du Travail de rue Le trajet (TAPIL). Adopté à l'unanimité

5.2 Nomination de la firme comptable pour les états financiers 2015-2016

John Gladu de l'Aiguillage (TIVS) propose de confier le mandat à M. Ronald Lapierre CA, à l'effet de produire une mission d'examen et les états financiers du RSIQ pour l'exercice 2015-2016. Appuyé par David Blanchard du Réseau habitation chez-soi (TIRS). Adopté à l'unanimité

5.3 Présentation et dépôt des prévisions budgétaires pour 2016-2017

Mathieu Frappier présente les prévisions budgétaires 2016-2017.

L'année 2016-2017 est déficitaire de 233,36\$. Les prévisions déposées se basent sur un scénario effectué sur la base des subventions et des dons obtenus les années précédentes. Le déficit pourra être absorbé par un contrôle strict des dépenses.

Question de Marie-Ève Ducharme de l'Association pour les jeunes de rue (TAPIL) : Le montant correspondant au 12% pour les charges salariales devrait être vérifié, car il n'est pas très élevé. Réponse : Mathieu Frappier répond que le montant affecté au 12% des charges salariales sera vérifié. Question de Marie-Ève Ducharme de l'Association pour les jeunes de rue (TAPIL) : Les dépenses associées au salaire du comptable se retrouvent à quel endroit dans le budget ?

Réponse : Mathieu Frappier explique qu'il est inclus dans les charges salariales

Question de Marie-Ève Ducharme de l'Association pour les jeunes de rue (TAPIL) : Pourquoi les frais de banque ont-ils autant augmenté ?

Réponse : Mathieu Frappier explique que les salaires sont maintenant administrés au moyen du service Employeur D de Desjardins et que cela explique l'augmentation des frais.

Question de Marie-Ève Ducharme de l'Association pour les jeunes de rue (TAPIL) : Qu'en est-il de l'exemption de taxe de la Ville pour les organismes communautaires ?

Réponse : Un recours a été demandé l'hiver dernier et il s'agit d'un processus qui prend du temps. Le RSIQ obtiendra une réponse d'ici 1-2-ans.

Question de Yves Séguin du Centre de prévention et d'intervention en toxicomanie de l'Outaouais (CRIO) : est-ce que les montants inscrits dans le poste "discrétionnaire" sont des montants confirmés ?

Réponse : Mathieu Frappier explique que ces prévisions ne sont pas des montants confirmés, il faudra que la permanence fasse un travail de sollicitation auprès des ministères pour les recevoir.

6. Présentation et adoption du plan d'action 2016-2017

Vie associative et financement

Stéphanie Godin de l'Original de rue (TAPIL) présente un résumé des discussions de l'atelier :

Pour favoriser la vie associative, il fut mentionné qu'il serait intéressant d'inclure les questions des ateliers dans le Cahier des participants pour que les groupes puissent discuter des questions dans leur milieu avant l'AGA.

Dans cet atelier, les participants se sont demandés ce que les membres peuvent faire pour faire vivre le Réseau. La vie associative du RSIQ doit s'opérer du bas vers le haut et vice-versa : les participants ont nommé que ce n'est pas uniquement à la permanence du Réseau de tirer les membres, mais que les membres doivent aussi s'impliquer dans le Réseau. Par ailleurs, il serait intéressant que le RSIQ apporte son aide aux concertations moins organisées. Le RSIQ doit aussi consolider la solidarité entre les groupes.

Les visites du RSIQ dans les régions sont appréciées et mobilisantes. Une tournée des régions serait pertinente pour consolider le membership et la connaissance du Réseau par les intervenants et les personnes qui fréquentent les organismes. Cela a aussi un impact sur la mobilisation des membres. Le sentiment d'appartenance envers le Réseau est à développer dû aux nombreux changements qu'il y a eu au sein de la permanence. Une tournée des régions permettrait aussi de construire le sentiment d'appartenance avec les nouvelles personnes à la permanence.

Il devrait y avoir des moments d'échange organisés par la permanence avec les personnes en situation d'itinérance qui fréquentent les groupes membres. Cela permettrait de démocratiser le travail du Réseau, car les personnes itinérantes seraient davantage interpellées par le RSIQ. Une idée serait de monter un atelier spécifiquement pour les personnes de la rue.

En ce qui a trait à la campagne *Engagez-vous pour le communautaire!*, les membres ne souhaitent pas que le RSIQ y agisse à titre de leader, mais trouvent pertinent que le Réseau y soit présent pour que les enjeux liés à l'itinérance soient représentés (par exemple avoir une bannière du Réseau dans les manifestations). Le Réseau doit aussi encourager les membres à participer aux mobilisations.

Finalement, les participants à l'atelier ont souligné qu'il serait pertinent que le Réseau soit davantage en lien avec les chercheurs qui travaillent sur l'itinérance. Ainsi le RSIQ pourrait davantage contribuer aux recherches en cours.

Objectif 1 : Favoriser la consultation, la participation, l'implication et la mobilisation des membres du RSIQ

Alexandre Ranger du CRIO souligne que pour réaliser cet objectif, le RSIQ prépare une réelle tournée des régions basée sur un atelier à dispenser dans les groupes (inviter aussi les intervenants et les personnes en situation d'itinérance). Le contact avec les intervenants et les usagers des organismes permettrait au Réseau de mieux connaître les réalités régionales et que les personnes sur le terrain connaissent le RSIQ. Cela ferait en sorte de revenir à un réel échange entre le terrain et le RSIQ.

Pierre Gaudreau questionne l'emplacement de la stratégie 1.a (Favoriser et appuyer la tenue d'une action nationale en lien avec les orientations de la Politique et du plan d'action interministériel) dans le plan d'action. Cette stratégie ne devrait-elle pas se retrouver dans les actions en direction du gouvernement du Québec ? Il est important pour la permanence de faire ressortir le lien avec le provincial dans la mise en œuvre de cette action.

Objectif 2 : Développer et consolider les liens avec les regroupements tant au Québec qu'ailleurs

Pas de commentaires

Objectif 3 : Améliorer les connaissances des membres

Amendement :

Ajout d'un point 3.b. Développer et consolider des liens avec des chercheurs (universitaires ou autres) afin d'analyser et évaluer les différents enjeux, politiques, programmes et projets touchant la question de l'itinérance en plus de s'assurer de la participation des membres aux recherches et à la diffusion des résultats.

Proposé par Yves Séguin du CIPTO (CRIO), appuyé par Stéphanie Godin de l'Original tatoué (TAPIL)

Explication de l'amendement par Yves Séguin : Le comité de travail du RSIQ sur les projets SRA gagnerait énormément à être alimenté par les recherches qui se font sur cette pratique. Des liens doivent être tissés entre ce comité et les chercheurs qui travaillent sur ce sujet. De façon plus large, les régions et les membres doivent être au courant des recherches qui se font actuellement sur les enjeux de l'itinérance (par exemple, la recherche de Céline Bellot). Cet amendement est aussi directement en lien avec l'objectif du RSIQ de favoriser l'échange, le développement et le transfert de connaissances.

Amendement adopté à l'unanimité

Action en direction du gouvernement fédéral :

Mathieu Frappier du RSIQ présente le résumé de l'atelier.

Les participants ont constaté que le financement pour la SPLI se décline de façon différente selon les régions. De plus, certaines régions ont pu déposer dans tous les volets de la SPLI et d'autres non. Cela pose des questions quant à un réel retour de l'approche globale et communautaire pour l'ensemble de la province du Québec.

Les participants ont souligné qu'il serait important que la permanence du RSIQ documente le processus de ventilation des montants dans chaque région pour s'assurer que les volontés du communautaire sont respectées dans tous les milieux.

Il serait aussi primordial que le RSIQ travaille à s'assurer du caractère pérenne du financement pour les prochains cycles de la SPLI, notamment en vérifiant qu'il s'inscrit dans le prochain budget fédéral.

Dans ses représentations et ses communications auprès du fédéral, le RSIQ doit insister sur l'aspect communautaire du programme SPLI, notamment dans la façon d'organiser l'attribution des montants. En ce qui concerne l'appel de projets de cet été et les délais d'attente pour avoir les montants, les participants à l'atelier s'attendent à ce que le RSIQ insiste sur la façon dont le processus a été bousculant pour les groupes et non respectueux.

Le RSIQ doit participer à la consultation fédérale pour une Stratégie nationale sur le logement. Sur l'aspect logement social, le travail de représentation et de mobilisation continue.

Objectif 1 : Gagner le retour de l’approche globale et communautaire de la SPLI et le financement adéquat de l’ensemble des ressources du Québec

Pas de commentaires

Objectif 2 : Appuyer la demande pour le maintien des subventions fédérales pour le financement des logements sociaux existants et le réinvestissement du gouvernement fédéral dans le développement du parc de logements sociaux dans les régions du Québec.

Pas de commentaires

Action en direction du gouvernement du Québec

Mathieu Frappier du RSIQ présente le résumé de l’atelier :

Dans l’ensemble, les participants s’accordent pour dire qu’il faut continuer la pression pour l’application du plan d’action interministériel de lutte à l’itinérance. En ce sens, le travail du comité interne du RSIQ sur les comités directeurs intersectoriels régionaux (CDIR) est essentiel pour structurer l’action du Réseau. Toujours en ce qui a trait aux CDIR, bien que les plans d’action soient dotés d’objectifs ambitieux, les moyens concrets sont absents pour les réaliser. Le RSIQ doit mettre l’emphase sur les moyens concrets à appliquer dans ses représentations et communications auprès des ministères.

Certains participants ont demandé à ce que le RSIQ développe un argumentaire sur l’enjeu du revenu minimum garanti. Il faut étoffer notre position pour être proactif sur ce dossier.

Il fut mentionné dans l’atelier que le RSIQ doit continuer à mettre de la pression sur les élus pour obtenir les bonifications sur les programmes sociaux qui nous concernent (logement, revenu, etc.). Cela doit se faire entre autres par un travail d’alliance avec des regroupements qui travaillent aussi sur ces enjeux.

Objectif 1 : S’assurer que les mesures et actions du plan d’action interministériel 2015-2020 se déploient dans toutes les régions du Québec

Stéphanie Godin de l’Original tatoué (TAPIL) rappelle que les indicateurs de résultats inscrits dans les plans d’action des CDIR ne sont toujours pas clairs. Les CDIR s’attendent à des résultats, mais ils ne savent pas toujours lesquels exactement. Ils ont besoin de structurer leurs attentes et le RSIQ doit faire pression en ce sens. De plus, le gouvernement a tendance à s’approprier les résultats qui ne viennent pas directement de leurs actions, mais du travail des groupes communautaires. Le RSIQ doit rester vigilant face à cet enjeu.

Objectif 2 : Obtenir la bonification du budget du plan d'action interministériel 2015-2020

Pas de commentaires

Objectif 3 : Intervenir sur les dossiers relatifs aux axes de la Politique afin de s'assurer que les mesures du gouvernement prennent en compte les personnes itinérantes.

Amendement :

Ajout d'un point 3.c Développer un argumentaire et une formation sur le revenu de citoyenneté afin d'outiller les concertations régionales sur cet enjeu. Afin de faire valoir cette revendication, développer une campagne d'action politique afin de contrer l'idée d'un revenu minimum garanti réfléchi par le gouvernement.

Proposé par Alexandre Ranger du CRIO. Appuyé par Michel Pilon du Diocèse de Valleyfield (CIBS)

Explication de l'amendement par Alexandre Ranger : Le gouvernement québécois réfléchit actuellement à un revenu minimum garanti, ce qui n'est pas l'équivalent d'un revenu de citoyenneté. Il s'agit de deux concepts différents qui n'ont pas les mêmes visées politiques. Le RSIQ doit être proactif sur ce dossier et se préparer.

Commentaire de Pierre Gaudreau du RAPSIM : La proposition comporte deux points : faire des formations et entamer une réflexion à l'intérieur du RSIQ / mener une campagne d'action politique. Sur le premier point, développer notre réflexion est important pour ne pas se faire imposer un revenu minimum garanti, car cela réduire le montant de l'aide sociale par exemple. L'augmentation du revenu est inscrite dans la Politique, nous avons un levier pour faire bouger les choses. Par ailleurs, plusieurs groupes n'ont pas de position pour ou contre le revenu minimum garanti. Plutôt que de mettre des énergies dans une campagne d'action pour le revenu de citoyenneté, le RSIQ devrait faire pression pour des investissements dans le Plan d'action interministériel.

Caucus demandé. Fin des délibérations des concertations 14h05

Stéphanie Godin de l'Original tatoué (TAPIL) propose un amendement :

Informers les membres sur le revenu de citoyenneté afin d'outiller les concertations régionales sur cet enjeu. Entamer une réflexion au sujet du revenu minimum garanti réfléchi par le gouvernement.

Appuyé par Geneviève Morissette du Travail de rue Le trajet (TAPIL)

Explication du sous-amendement par Stéphanie Godin : La proposition du CRIO propose des notions théoriques complexes qui ne sont pas comprises au même niveau par tous les membres du RSIQ. La TAPIL a récemment eu des débats sur ce sujet et cette concertation préfère parler de justice sociale et d'équité pour ce dossier.

Intervention d'Alexandre Ranger : Le CRIO rappelle la revendication du RSIQ de la plate-forme de 2012 qui demande un revenu de citoyenneté. Stéphanie Godin retire son amendement.

Micheline Cyr de l'Auberge Madeleine (RAPSIM) propose un amendement :

Informers les membres sur le revenu de citoyenneté afin d'outiller les concertations régionales sur cet enjeu. Selon les circonstances, développer une campagne d'action politique afin de contrer l'idée d'un revenu minimum garanti réfléchi par le gouvernement.

Appuyé par Jimena Michea du RAIQ

Amendement adopté unanimité.

Sur ce dossier, François Lemieux de la TIS mentionne que la permanence du RSIQ peut s'associer à des alliés pour éviter la surcharge.

Communication

Objectif 1

Magali Parent du RAIQ présente le résumé de l'atelier.

Il a été précisé que ce n'est pas tous les membres du Réseau qui connaissent le Bulletin des régions et son fonctionnement. Il faut s'assurer que les outils de communication du RSIQ et que les processus pour y participer soient bien compris des groupes. Plusieurs suggestions ont été faites pour améliorer la participation des groupes aux Bulletins des régions : reprendre des textes déjà publiés au niveau régional, que la permanence fasse des synthèses de ce qui ressort le plus des différentes régions, que la permanence réalise des entrevues et écrivent elle-même les articles, intégrer des témoignages de personnes ayant un vécu avec la rue.

Objectif 2

La priorité du RSIQ devrait être mise sur développer sa position d'interlocuteur privilégié au national; c'est en cela qu'il est le plus utile aux groupes. Il y a un gros travail à faire pour redévelopper les liens de confiance avec les élus à cause du roulement dans la permanence.

Les médias sociaux sont des outils privilégiés pour faire connaître le réseau et faire circuler notre information auprès du grand public.. Il peut être pertinent pour le Réseau d'utiliser certains événements précis pour diffuser son message auprès de pans plus large de la population. Par exemple, pendant les Nuits des sans-abri, les journalistes sont plus ouverts / disponibles pour des interventions du RSIQ.

Il y a aussi un travail important à faire pour que le Réseau soit davantage consulté par les médias. Cela demande de refaire des liens avec certains journalistes pour créer un réflexe d'appeler la permanence du RSIQ lorsque des enjeux liés à l'itinérance font les nouvelles.

Objectif 3

Il est très difficile de trancher à savoir si l'intégration des personnes en situation d'itinérance dans les activités du RSIQ doit se faire sur une base plus sporadique dans des activités de sensibilisation ou de façon plus active dans la vie associative. Au cours de l'atelier, il a été identifié que les instances du RSIQ sont ouvertes à tous et toutes, et qu'il est de la responsabilité des régions d'accompagner les individus dans les instances du RSIQ. L'intégration des personnes en situation d'itinérance dans la vie associative du RSIQ est un gros défi qui ne peut être porté uniquement par la permanence. Le rôle du RSIQ sur ce sujet est d'écouter ces personnes en s'assurant d'intégrer des témoignages dans ses communications et de créer des tribunes propices à entendre la parole des personnes qui ont un vécu avec la rue. Ces témoignages sont aussi utiles pour des activités de sensibilisation. Il faut toutefois faire attention de ne pas instrumentaliser ces personnes.

Objectif 1 : Assurer une communication régulière avec les membres du RSIQ

Pas de commentaires

Objectif 2 : Augmenter notre visibilité auprès des décideurs, des médias et du grand public

Pas de commentaires

Objectif 3 : Offrir différentes tribunes d'expression pour les personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance

Pas de commentaires

Financement

Objectif 1 : Poursuivre les revendications pour un rehaussement du financement à la mission des organismes communautaires, dont le RSIQ

Pas de commentaires

Objectif 2 : Consolider les finances du RSIQ

Intervention de Pierre Gaudreau du RAPSIM : Il est urgent de consolider les finances du RSIQ pour garder une permanence de deux personnes, faire des rassemblements, des communications, etc. En résumé, la consolidation des finances est urgente pour la poursuite de la mission du RSIQ.

Marie-Ève Rheault de la Concert'action femmes Estrie (TIS) propose d'adopter le plan d'action 2016-2017 tel qu'amendé. Appuyé par Richard Chrétien du Sac à dos (RAPSIM). Adopté à l'unanimité.

7. 15h30 Élection des administrateurs et administratrices

7.1 Nomination d'un(e) président(e) et d'un(e) secrétaire d'élection

Marie-Hélène Boucher de la Maison Dominique (ROILL) propose Claudia Parent comme présidente et Valérie Beauchamp comme secrétaire, appuyé par François Lemieux de la TIS.

7.2 Mise en candidature

- Jimena Michea du RAIQ propose Marco Carpinteyro de la TIRS, qui accepte
- Marie-Hélène Boucher de la Maison Dominique (ROILL) propose Jimena Michea du RAIQ, qui accepte
- Jimena Michea du RAIQ propose Sylvie Plante de la Maison Sophia (CRI), qui accepte

7.3 Élection des membres du conseil d'administration

Marco Carpinteyro, Jimena Michea et Sylvie Plante sont élus par acclamation.

8. Varia

Émilie Joly, co-porte-parole de la Coalition Objectif Dignité vient faire une présentation du projet de loi 70 et une mise à jour des dossiers de la Coalition

9. Levée de l'Assemblée

Marie-Ève Rheault de la Concert'action femmes Estrie (TIS) propose la levée de l'Assemblée. Appuyée par David Blanchard du Réseau habitation chez-soi (TIRS).

L'assemblée est levée à 15h16.

VIE ASSOCIATIVE	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
1. FAVORISER LA CONSULTATION, LA PARTICIPATION, L'IMPLICATION ET LA MOBILISATION DES MEMBRES DU RSIQ	<p>1.a. Encourager l'échange sur les enjeux nationaux par le biais d'un cahier préparatoire envoyé aux régions avant la tenue des AG et AGA du Réseau.</p> <p>1.b. Former et soutenir un comité de mobilisation en charge de soutenir les actions du RSIQ.</p> <p>1.d. Prévoir le contact régulier et les déplacements de la permanence auprès des concertations membres et des membres associés.</p>
2. DÉVELOPPER ET CONSOLIDER LES LIENS AVEC LES REGROUPEMENTS	<p>2.a. Développer et consolider les liens avec des regroupements du Québec et d'ailleurs poursuivant des objectifs similaires.</p>
3. AMÉLIORER LES CONNAISSANCES DES MEMBRES	<p>3.a. Assurer au moins une formation collective au cours de l'année, en lien avec les besoins des membres ou présentant des initiatives novatrices provenant de l'extérieur du Québec.</p> <p>3.b. Soutenir le comité SRA et organiser minimalement deux rencontres au cours de l'année.</p> <p>3.c. Développer et consolider des liens avec des chercheurs (universitaires ou autres) afin d'analyser et évaluer les différents enjeux, politiques, programmes et projets touchant la question de l'itinérance en plus de s'assurer de la participation des membres aux recherches et à la diffusion des résultats</p>

ACTIONS EN DIRECTION DU GVT FÉDÉRAL	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
<p>1. GAGNER LE RETOUR DE L'APPROCHE GLOBALE ET COMMUNAUTAIRE DE LA SPLI ET LE FINANCEMENT ADÉQUAT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES DU QUÉBEC</p>	<p>1.a. Défendre l'approche globale et communautaire en effectuant des pressions en direction des gouvernements et en organisant une mobilisation importante à l'automne 2017.</p> <p>1.b. S'assurer que des fonds accrus à l'enveloppe SPLI soit inclus dans le cycle 2020-2025.</p> <p>1.c. S'assurer que les contributions de la SPLI non-dépensées annuellement dans une région soient maintenues et réinjectées dans la région attirée.</p>
<p>2. APPUYER LA DEMANDE POUR LE MAINTIEN DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES POUR LE FINANCEMENT DES LOGEMENTS SOCIAUX EXISTANTS ET LE RÉINVESTISSEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE DÉVELOPPEMENT DU PARC DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC</p>	<p>2.a. Soutenir la demande lors de campagnes menées par différents regroupements sur cet enjeu.</p> <p>2.b. Inclure ces éléments dans les représentations politiques menées en direction du gouvernement fédéral.</p>
<p>3. S'OPPOSER À LA RÉALISATION D' UN DÉNOMBREMENT AU QUÉBEC EN 2018</p>	<p>3.a Faire connaître au grand public les conséquences néfastes des dénombrements et présenter différentes alternatives notamment l'importance de réaliser un deuxième <i>Portrait de l'itinérance au Québec</i>.</p> <p>3.b. Documenter les lacunes de l'exercice de dénombrement au Québec.</p> <p>3.c Créer des liens avec des organisations canadiennes qui ont une perspective critique des dénombrements</p>

ACTIONS EN DIRECTION DU GVT QUÉBÉCOIS	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
<p>1. S'ASSURER QUE LES MESURES ET ACTIONS DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2015-2020 SE DÉPLOIENT DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC</p>	<p>1.a. Effectuer le suivi de la Politique en itinérance et du plan d'action interministériel dans toutes les régions du Québec afin d'en souligner les apports et les lacunes.</p> <p>1.b. S'assurer que les activités du comité de suivi de la Table interministérielle correspondent aux enjeux identifiés par le milieu communautaire et de ses utilisateurs et ce dans l'ensemble des régions.</p> <p>1.c. Obtenir du soutien financier pour les coordinations régionales communautaires afin qu'elle puisse accomplir leur mission.</p>
<p>2. OBTENIR LA BONIFICATION DU BUDGET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2015-2020</p>	<p>2.a. Organiser une mobilisation importante en vue du budget, à l'hiver 2018, afin que le gouvernement investisse et soutienne les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la Politique et du plan d'action interministériel.</p> <p>2.b. Mener des interventions pré-budgétaires auprès du gouvernement québécois afin que les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de la Politique et du plan d'action interministériel soient répartis dans toutes les régions du Québec</p>
<p>3. S'ASSURER QUE LES MESURES DU GOUVERNEMENT PRENNENT EN COMPTE LES PERSONNES ITINÉRANTES</p>	<p>3.a. Maintenir et développer un travail d'alliance et de mobilisation autour de nos demandes</p> <p>3.b. Déterminer le positionnement et l'action du RSIQ concernant le Plan de lutte à la pauvreté prévu pour l'automne 2017.</p>

COMMUNICATION, INFORMATION ET SENSIBILISATION	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
<p>1. ASSURER UNE COMMUNICATION RÉGULIÈRE AVEC LES MEMBRES DU RSIQ</p>	<p>1.a. Création d'un comité d'information en charge de produire et diffuser minimalement deux Bulletin des régions pour informer les membres.</p> <p>1.b. Produire une publication de sensibilisation « grand public » permettant une prise de parole des personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance.</p> <p>1.c. Diffuser une revue de presse traitant directement ou indirectement de l'itinérance auprès des membres</p>
<p>2. AUGMENTER NOTRE VISIBILITÉ AUPRÈS DES DÉCIDEURS, DES MÉDIAS ET DU GRAND PUBLIC</p>	<p>2.a. Réagir rapidement à l'actualité via des communiqués et lettres ouvertes et consolider ainsi la reconnaissance du RSIQ auprès des médias et du grand public comme acteur incontournable de la lutte à l'itinérance au Québec.</p> <p>2.c. Obtenir une position d'interlocuteur auprès du MSSS lors de l'élaboration des prochaines campagnes de sensibilisation auprès de la population.</p> <p>2.d Maintenir notre appui à la Nuit des sans-abris et assurer une présence dans certains de ses événements régionaux.</p>
<p>3. OFFRIR DIFFÉRENTES TRIBUNES D'EXPRESSION POUR LES PERSONNES VIVANT OU AYANT VÉCU UNE SITUATION D'ITINÉRANCE</p>	<p>3.a. Encourager la participation, l'implication et la mobilisation, dans chacun de nos événements, des personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance.</p> <p>3.b. Organiser un évènement public (lancement de la publication mentionnée dans l'objectif 1.B) permettant une prise de parole des personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance.</p>

FINANCEMENT	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
<p>1. POURSUIVRE LES REVENDEICATIONS POUR UN REHAUSSEMENT DU FINANCEMENT À LA MISSION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, DONT LE RSIQ</p>	<p>1.a. Participer activement à la campagne <i>Engagez-vous pour le communautaire</i>.</p> <p>1.b Se joindre aux autres regroupements nationaux et encourager ses membres à participer aux mobilisations afin de dénoncer les mesures d'austérité et pour le rehaussement du financement des groupes d'action communautaire autonome au Québec.</p>
<p>2. CONSOLIDER LES FINANCES DU RSIQ</p>	<p>2.a. Accroître la pression en direction du MSSS afin de rehausser le financement de base du RSIQ afin d'accroître la capacité d'action du Réseau.</p> <p>2.b. Explorer les différentes sources de financement possible.</p>

PROPOSITION FIRME COMPTABLE

Proposition du conseil d'administration :

Il est proposé de confier le mandat à M. Ronald Lapierre CA, à l'effet de produire une mission d'examen et d'états financiers du RSIQ pour l'exercice 2016-2017.

RAPPEL SUR LES DROITS DE VOTE

Suite à la refonte de ses règlements généraux en septembre 2014, les différentes concertations membres du RSIQ peuvent exercer les droits de vote suivants :

COMPOSITION DE LA CONCERTATION	NOMBRE DE VOTES
DE 0 À 9 GROUPES MEMBRES	2 votes
DE 10 À 19 GROUPES MEMBRES	4 votes
DE 20 À 29 GROUPES MEMBRES	6 votes
30 GROUPES MEMBRES ET PLUS	8 votes

EXTRAIT DES REGLEMENTS GÉNÉRAUX DU RSIQ

Chapitre 6 : Conseil d'administration

Article 6.1 Composition

- 1 Le conseil d'administration du Réseau est composé de cinq (5) représentants issus d'organismes communautaires et membres de cinq (5) initiatives territoriales différentes, mandatés par leur territoire et élus par l'assemblée générale;
- 2 Les membres du conseil d'administration sont des personnes issues des membres de la corporation dont l'expertise est recherchée afin de la soutenir dans l'atteinte de ses objectifs. Ils siègent pour servir et aider à la consolidation et au développement de la corporation. Ils sont invités à donner le meilleur d'eux-mêmes dans le cadre de leurs responsabilités et ce, en collaboration avec la coordination.
- 3 Chaque représentant d'initiatives territoriales peut être élu au conseil d'administration;
- 4 Le conseil d'administration se réunit au moins huit (8) fois par an;
- 5 Le conseil est un des lieux de concertation et d'échange sur l'itinérance entre les différentes régions du Québec;

Article 6.2 Pouvoirs du conseil d'administration

Outre les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de la loi sur les compagnies, le conseil possède les pouvoirs suivants:

- 1 Il administre les affaires du Réseau.
- 2 Il gère les projets du Réseau solidarité itinérance du Québec.

- 3 Il est responsable de l'embauche, de l'évaluation et de la mise à pied de la coordination.
- 4 Il voit à la bonne marche du travail de la coordination.
- 5 Il détermine les conditions de travail.
- 6 Il détermine les tâches dévolues à chacun des administrateurs.
- 7 Il forme et gère les comités qu'il juge nécessaire.
- 8 Il élit les titulaires de charge.
- 9 Il ouvre des comptes dans des institutions financières au nom du Réseau.
- 10 Le conseil d'administration est autorisé à signer tout protocole d'entente au profit du Réseau.
- 11 Il exécute les mandats donnés par l'Assemblée générale.

Article 6.3.2 Élection

- 1 Tous les candidats doivent être proposés par un membre du Réseau.
- 2 Chaque membre désirant se présenter doit remplir un bulletin de mise en candidature portant sa signature.
- 3 La candidature d'une personne absente peut être retenue si elle a laissé une procuration écrite avec son bulletin de candidature.
- 4 Un poste devient vacant lorsqu'il y a démission.
- 5 Chaque candidat doit avoir un mandat ouvert de la part de son initiative territoriale.

BULLETIN DE MISE EN CANDIDATURE AU POSTE D'ADMINISTRATEUR OU D'ADMINISTRATICE

En présentant sa candidature, le soussigné reconnaît et comprend que :

Le conseil d'administration se réunit au moins à huit (8) reprises durant l'année, par une variété de moyens de rencontres (rencontres en personne, en visioconférence ou en conférence téléphonique);

Le mandat des administrateurs et administratrices du RSIQ a une durée de deux ans;

Les frais de repas, de déplacements et d'hébergement (lorsque nécessaires) des membres du CA sont couverts par le RSIQ afin d'encourager la participation des membres des diverses régions ;

Les administrateurs doivent assumer une variété de tâches en appui à la permanence (représentations politiques, relecture de documents, définition d'orientations, etc.);

Tous les membres du conseil doivent rechercher le développement, le rayonnement du Réseau et agir de façon pro-active. (voir annexe)

Je, soussigné(e), _____ , me porte candidat(e) au poste d'administrateur (trice) du RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC, dont ma concertation régionale a le statut de membre actif.

Signature _____

Date de la signature _____